

sera en bonne voie et certes avant qu'elle approche de ses limites, il faudra arrêter une nouvelle expansion de l'émission de monnaie et de crédit pour éviter le péril d'une inflation progressive. Quand une économie est en pleine production et l'emploi en plein essor, le seul résultat d'une expansion monétaire et fiduciaire serait la hausse des prix sans l'accroissement de la production. A ce point se déclenche la spirale cumulative de l'inflation avec toutes ses conséquences fatales pour l'économie.

C'est en nous inspirant de ces idées fondamentales que nous avons arrêté notre politique de financement de la guerre. Parce que nous croyons qu'il est sage d'agir ainsi, nous suivrons autant que possible la politique de paiement au fur et à mesure. En imposant les nouvelles charges d'impôts que cette politique nécessitera, nous nous guiderons d'après l'idée que tous les citoyens seront disposés à payer une part des frais de la guerre, mais nous chercherons à faire observer le principe suivant: égalité de sacrifices selon la capacité de payer. Nous ne pourrions pas, cela va de soi, acquitter tous les frais de guerre par l'impôt, car ainsi que nous l'avons déjà indiqué, il y a une limite aux taxes que l'on peut imposer sans nuire au rendement, sans tuer l'esprit d'entreprise et sans susciter un grave mécontentement. Comme la première nécessité est de gagner la guerre le plus vite possible et sans frais exagérés, nous ne pouvons pousser la fiscalité au point où elle nuirait sérieusement à la production. Mais nous n'entendons point faire preuve de timidité ou de légèreté de cœur en jugeant où réside ce point, si besoin est. Ce que nous ne pourrions pas financer au moyen de taxes, nous le ferons en empruntant du public canadien aux taux les plus bas possibles. Quelques-uns escomptent ou redoutent peut-être une hausse substantielle des taux d'intérêt, en songeant à ce qui s'est passé pendant la dernière guerre. Une pareille façon de voir méconnaît entièrement les grands changements qui se sont produits. Nous ne nous attendons pas qu'une modification sensible des taux d'intérêt du temps de paix soit nécessaire pour attirer une portion suffisante de l'augmentation considérable d'épargnes que provoquera l'expansion de la production et des revenus en temps de guerre. Et nous nous refusons à croire que ceux de nos gens qui bénéficieront des conditions nouvelles profiteront des exigences du temps de guerre pour réclamer un accroissement exagéré des taux d'intérêt que nous avons payés en temps de paix.

J'ai déjà indiqué la base servant à établir une distinction entre deux périodes majeures de notre programme—la période initiale de

préparation et d'expansion et la période principale de plein effort de guerre. Nous commençons immédiatement la période initiale et le besoin primordial est de faire marcher les choses aussi vite que possible dans le sens qui convient. Notre propre dépense pour la défense et la préparation donnera une puissante impulsion à l'expansion de l'activité économique. L'impulsion aura deux sources supplémentaires: en premier lieu les commandes que nous attendons de quelques-uns de nos alliés pour des produits alimentaires essentiels, des matières premières et des munitions et, en second lieu, les dépenses de capital privé qui deviendront probablement nécessaires en vue de placer notre industrie sur un pied suffisant pour faire face aux exigences de la guerre. Ces dépenses seront probablement bientôt assez considérables pour effectuer une expansion rapide de l'emploi et des revenus. Le public pourra, à même ces revenus augmentés, contribuer plus largement aux recettes produites par les impôts et à l'augmentation des épargnes. Au cours des quelques prochains mois, alors que nous mettons en marche la méthode de faire servir toutes nos ressources disponibles à un emploi utile, l'expansion des recettes fiscales provenant des sources existantes ou nouvelles pourra ne pas constituer une part très importante de nos dépenses accrues. Nous devons faire quelque emprunt, mais l'opération initiale se fera probablement à très court terme et sera destinée à promouvoir l'expansion immédiate de l'activité productrice. Il serait peu judicieux et sans doute peu pratique de tenter au début une opération importante d'emprunt qui pèserait lourdement sur l'épargne publique. Ce n'est que lorsque la période initiale d'expansion sera bien en marche que nous pourrions juger nécessaire de lancer un emprunt par souscription publique en vue de faire servir directement les épargnes.

Quand nous en serons arrivés à la seconde période, celle du plein effort de guerre, notre revenu national se sera accru d'une façon si considérable que les impôts existants produiront des recettes beaucoup plus élevées que pendant la dernière ou les deux dernières années. Non seulement y aura-t-il un plus fort volume et une valeur plus considérable des ventes, mais l'accroissement des gains personnels fera passer plus de revenus dans les catégories d'impôt plus élevées et il y aura des profits additionnels d'affaires qui deviendront imposables. En conséquence, l'accroissement des recettes fédérales devra être proportionnellement plus considérable que l'accroissement du revenu national. Néanmoins, nos dépenses spéciales causées par les conditions de guerre seront notablement accrues et, bien que certaines